

ENCOURAGEZ NOS ANNONCEURS

The Labor World



Le Monde Ouvrier

PATRONIZE OUR ADVERTISERS

Rédaction et administration: 9 et 11 rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: Main 1698 — Le numéro: CINQ SOUS PARTOUT

Le Budget familial

Qu'est devenue la résolution de l'échevin Hushion à ce sujet? — Peut-on vivre convenablement avec un salaire de \$1,800 par année? — La majorité des collaboratrices d'un grand journal affirment que c'est impossible. — Le coût de la vie continue à monter.

Il y a quelque temps, l'échevin Hushion soumettait au Conseil de Ville un budget familial représentant le strict nécessaire pour une famille de cinq personnes; il établissait avec force chiffres que le salaire minimum devrait être de \$1,200 par année, le salaire raisonnable de \$1,500 et le salaire juste de \$1,800.

Depuis, on n'a plus guère entendu parler de ce budget familial à l'hôtel-de-ville; il faut croire que tellement peu d'employés civils gagnent même le salaire minimum, que les autorités qui président aux destinées de la ville ont préféré garder un silence prudent sur cette situation anormale.

La même chose peut s'appliquer à la grande majorité des ouvriers, employés de magasins ou de bureaux. Combien de ceux-ci gagnent-ils le salaire juste de \$1,800 par année? Très peu assurément. Et pourtant, chaque fois qu'une union ouvrière parle d'augmentation de salaire, c'est un tollé général; on dirait, ma foi, que les ouvriers ont le don de vivre de l'air du temps. Le budget familial de l'échevin Hushion est plutôt en-dessous de la vérité qu'au-dessus; il a d'autant plus de valeur, toutefois, qu'il fut compilé par un homme désintéressé et qu'il ne pêche pas par l'exagération.

Si on en doutait, d'ailleurs, on ne pourrait trouver un meilleur argument en sa faveur et en sa vérité qu'en lisant la controverse publiée dans la page de Madame Currie, du Daily Star. Là, ce sont des mères de famille — donc celles qui tiennent les cordons de la bourse — qui donnent leur opinion sur le budget familial. C'est très intéressant à lire, d'autant plus que la plupart de celles qui y prennent part appartiennent plutôt au monde des manufacturiers, des hommes d'affaires et de ceux qui occupent des positions à gros salaires dans le monde industriel et commercial, et qu'elles sont quasi toutes unanimes à ridiculiser une pauvre "Frenchy" qui déclarait qu'elle était en état de vivre convenablement avec une famille de trois enfants sur un salaire de \$150 par mois — soit exactement le salaire juste de l'échevin Hushion. Presque toutes ces dames prétendent que c'est impossible de nourrir une famille convenablement avec le montant stipulé par "Frenchy"; très rares sont celles qui lui donnent raison; il y en a une qui, tout en trouvant que c'est presque un tour de force, admet que c'est possible parce qu'en général une Canadienne-française trouve moyen d'acheter plus avec une piastre que beaucoup d'Anglais avec cinq dollars. J'avoue bien humblement que je ne saisis pas très bien comment cela peut se faire; mais, n'appuyons pas, au cas où ce serait un compliment déguisé, ce qui est assez rare.

Quoi qu'il en soit, il serait intéressant de savoir combien parmi les époux de ces aimables collaboratrices du Star paient à leurs ouvriers ou à leurs employés le salaire juste de \$1,800, avec lequel ces dames trouvent qu'il est impossible de nourrir convenablement une famille de cinq personnes? Car, de deux choses l'une, ou bien ces dames sont des gaspilleuses et dans ce cas elles devraient pratiquer un peu d'économie et imiter "Frenchy", ou bien elles sont de bonnes ménagères et ce sont alors leurs maris qui ne remplissent pas leurs devoirs de citoyens en ne payant pas à leurs employés un salaire reconnu par leurs épouses comme indispensable pour permettre à une famille de vivre convenablement.

N'est-ce pas que c'est intéressant de lire, même la page féminine du Star; on apprend toujours quelque chose de nouveau. Ce sont les maris de ces dames qui ne doivent pas être contents lorsque leurs chères épouses leur administrent un camouflet parental.

Il est un fait certain, c'est que le coût de la vie, loin de diminuer, ne fait que monter; lisez la Gazette du Travail, du mois de janvier dernier, vous pourriez facilement vous en convaincre. A ce sujet, voici ce que Le Droit d'Ottawa publiait, ces jours derniers:

Le coût de la vie continue à monter. Il monte lentement, mais le mouvement ascendant est continu, et, sans avoir rien d'alarmant, n'est pas pour encourager. Tenant compte de tout, loyer, chauffage, nourriture, il en a coûté plus en janvier 1923, qu'en décembre 1922, pour vivre. Le budget pour une famille moyenne de cinq personnes a été, cela pour la nourriture seulement, de \$10.52 par semaine, comparativement à \$10.39 en décembre dernier. Les chiffres étaient de \$11.03 pour janvier 1922, \$14.49 pour janvier 1921, \$16.92 pour juin 1920, et \$7.73 pour janvier 1914. Avec le prix du loyer et du chauffage, le budget moyen (toujours pour une famille de cinq personnes), a été de \$21.18, cela à comparer avec \$20.07 pour décembre 1922, \$21.52 pour janvier dernier, \$25.30 pour janvier 1921, \$26.92 pour juillet 1920, et \$14.49 pour janvier 1914. Les augmentations ont surtout été constatées dans les prix des produits laitiers et des viandes, du sucre et des pommes de terre. Aussi une légère augmentation pour le charbon et les loyers.

Et dire qu'il y en a encore des tas qui prétendent que les salaires — surtout les petits — sont trop élevés et qu'il faut couper et rogner. Nous vivons évidemment dans un drôle de régime. Que résultera-t-il de tout cela?

GUS. FRANCO.

INTERESSANT

On se demande souvent pourquoi les prix de certains articles sont si élevés et on s'en prend aux gros salaires des ouvriers. On n'a pas toujours tort d'en rejeter la faute en partie sur les gros salaires; mais le point sur lequel on fait erreur, c'est quand on attribue ces salaires aux travailleurs généralement connus sous le nom d'ouvriers. Le Courrier des Etats-Unis nous apporte à ce sujet des renseignements intéressants:

"On vient de publier en partie les minutes de la sous-commission sénatoriale qui, à Washington, a fait une enquête sur l'industrie du pétrole et on a ainsi appris que les salaires payés par les diverses branches de la Standard Oil ne pouvaient, comme le dit la commission, que faire enfler les dépenses que le public est obligé de supporter.

"C'est la Standard du New-Jersey qui détient le record de la hauteur des salaires, car elle compte six employés qui reçoivent par an cent mille dollars ou plus. MM. Bedford et Teagle, du conseil d'administration, touchent chacun la jolie somme de cent vingt-cinq mille dollars par an, les quatre vice-présidents touchent chacun cent mille dollars. Les traitements de cinquante mille dollars par an ne sont rares ni dans la Standard du New-Jersey ni dans la Standard de New-York. Quant aux appointements de quarante, trente et vingt mille dollars, ils abondent véritablement. Ce sont des frais généraux qui entrent en ligne de compte pour établir le prix du pétrole et de la gazoline; nous voyons quand ces prix montent, mais nous n'avons jamais entendu dire que les gros salaires aient été abaissés dans les hautes sphères de la Standard Oil. C'est toujours le public qui paie."

Il est clair, d'après ces renseignements, qu'il se paie de très gros salaires que le public est appelé à payer. Mais ce qui n'est pas moins clair, c'est que ces salaires démesurés sont ceux qui sont le moins souvent rognés et ceux, aussi, qui sont le plus souvent rognés. Les réclamations des kumblers travailleurs qui demandent seulement de quoi vivre avec leur famille.

La campagne de réduction des salaires, d'une manière générale, n'a affecté que les travailleurs à petits revenus, et c'est pourquoi les petits salariés avaient très

METIERS DU BATIMENT

Le Conseil des métiers de la construction de Montréal a entrepris récemment une campagne d'organisation qu'il continue avec succès. Lundi soir, trois assemblées ont été tenues par les organisateurs, chez les charpentiers, local 134, chez les peintres, local 349, et chez les chauffeurs de taxis. Parmi les orateurs au programme, nous avons remarqué MM. Narcisse Aréand, A. Bastien, R. Gervais, Frank Griffard, etc. Mardi soir, des assemblées ont été tenues chez les peintres, local 399, chez les ferblantiers-ouvriers et les poseurs de lattes métalliques. Ces assemblées remportent un véritable succès, plusieurs ouvriers adhérant aux principes de l'union.

LES CUISINIERS

Comme toujours, l'Association Culinaire de Montréal, local 440, vient de remporter un magnifique succès avec sa soirée annuelle, samedi dernier, à la salle Auditorium. Cette vaste salle, brillamment décorée pour la circonstance, était remplie à sa pleine capacité. Le bal, qui fut très amusé, était mis en train par la bonne musique de l'orchestre.

Les organisateurs de la soirée étaient: MM. Hector Lahaie, président de l'union, Henri Crozier, vice-président; Pierre Minon, secrétaire-archiviste; Donat Perault, secrétaire-financier, et plusieurs autres.

Les cuisiniers remercient sincèrement toutes les personnes qui ont contribué au brillant succès remporté.

LE CHOMAGE DIMINUE

Le chômage diminue au Canada. Les rapports parvenus au bureau fédéral de la statistique démontrent que l'ouvrage a repris sensiblement au commencement du mois de février en comparaison avec la diminution d'emploi au début de janvier, occasionnée par le temps des fêtes et des inventaires.

CONFECTION POUR HOMMES

La salle Prince-Arthur a été témoin d'une très enthousiaste assemblée des ouvriers et ouvrières canadiens-français de la confection de vêtements pour hommes, local 115 de la "Amalgamated Clothing Workers' Union of America", au cours de cette semaine. La séance était sous la présidence de M. S. Pournier, président, assisté de M. A. Duquette, organisateur général. D'après les rapports soumis, le nombre de membres de cette organisation est de 2,000. M. A. Duquette, parlant du renouvellement du contrat pour le 1er mai, fit un exposé précis de la situation. Le président Hillman est venu ces jours derniers et il revendra sous peu pour aider aux négociations. Il a été décidé que chaque union locale nommera deux délégués qui s'adjoindront au président Hillman dans la conduite des négociations.

M. Duquette a annoncé la nomination de Mme J. E. Bertrand comme assistante organisatrice du local. Mme Bertrand, qui est avantageusement connue, entrera en fonctions immédiatement.

Sur la proposition du président Fournier, on procéda ensuite à l'élection d'un secrétaire et de quatre agents d'affaires. M. Duquette, organisateur des ouvriers canadiens-français, mis en nomination, fut élu sans opposition. M. Harry Auerbach fut mis en nomination pour le poste de secrétaire; MM. Wolfe, Kligman et Valcovitch, comme agents d'affaires.

Une sauterie intime termina la soirée.

Un Débat intéressant

Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal se prononce en faveur de l'abolition de la peine capitale. — Contrat collectif et fusionnement des unions. — Une taxe sur les patrons qui vont chercher leurs ouvriers en campagne. — L'Union de la Police et ses relations avec les autorités civiques.

Des sujets très intéressants furent discutés à l'assemblée du Conseil des Métiers et du Travail, jeudi dernier, laquelle fut présidée par J. T. Foster. Ce fut d'abord l'abolition de la peine de mort, puis le fusionnement des unions de métiers et l'unionisme industriel; l'imposition d'une taxe sur les patrons qui vont chercher des ouvriers dans les campagnes quand il y a un surplus de main-d'œuvre à Montréal, et finalement la tentative faite pour briser l'Union fédérale des Policiers.

Les trois premiers sujets furent soumis par le comité exécutif et le quatrième à la suite d'une lettre de l'Union des Policiers.

L'abolition de la peine de mort fut le premier sujet de discussion; le comité recommande au Conseil de se prononcer en faveur de son abolition, et cette recommandation fut adoptée (trois votes dissidents seulement s'enregistrèrent).

Un débat très intéressant eut lieu sur ce sujet. Les délégués Dupont, Roberts, Schubert et Foster se prononcèrent contre la peine capitale. Ils ont tour à tour fait remarquer qu'un jury pas plus qu'un individu n'a le droit de tuer son prochain en l'envoyant à la potence. Ils ont considéré la peine capitale comme étant une mesure barbare. Ils ont admis que la société a le droit de se protéger, mais ils refusent de croire que la peine de mort soit le plus sûr moyen de protection. Le délégué Robertson a même dit: "La société qui néglige de donner une éducation saine n'a pas le droit de s'emparer de la vie."

Les délégués R. Lynch et M. Olive se prononcèrent contre l'abolition de la peine capitale; leurs raisons sont que si cette mesure était adoptée, le nombre des crimes augmenterait et que la société aurait non seulement le droit mais le devoir de punir ceux qui prennent la vie d'un être humain.

Le second sujet de discussion fut l'unionisme industriel par l'amalgamation des unions de métier maintenant existantes. Lors de la dernière assemblée le District 82 des Machinistes soumit une résolution demandant au Conseil d'adopter cette manière de voir; cette demande fut référée au Comité Exécutif qui, en même temps, reçut une délégation d'employés de chemins de fer qui demandait que le Conseil se prononce en faveur du fusionnement des seize unions de chemins de fer en une seule organisation couvrant l'industrie du chemin de fer entier.

Le Comité Exécutif, après avoir minutement délibéré sur ces deux demandes, soumit le substitut suivant:

"Réaliser qu'une plus grande somme de bien-être et de meilleurs contrats de travail résulteraient pour les ouvriers si les différents corps de métiers organisés agissaient avec plus de coopération et d'entente, le comité exécutif recommande au Conseil des Métiers et du Travail que ce serait un avantage pour tous les intéressés si tous les corps de métiers, formant une industrie, s'unissaient plus étroitement pour obtenir des contrats collectifs, soit au moyen du fusionnement des différents corps de métiers, soit au moyen de fédérations ou de conseils de métiers alliés, selon les besoins des différentes industries, tel qu'il en sera décidé par les membres des unions respectives."

La discussion fut ouverte par le délégué Spence, des Machinistes, qui se déclara surpris de voir que le comité exécutif ne présentait pas un rapport plus précis sur la question, pour ou contre l'unionisme industriel; les conclusions de ce rapport, dit-il, sont un chef-d'œuvre de diplomatie, on peut en prendre ce que l'on veut et le tourner pour lui faire dire ce qu'on désire.

Au nom du comité exécutif, le délégué Gus. France répondit que le comité avait devant lui deux propositions différentes; l'une des Machinistes demandant que le Conseil se prononce en faveur de l'unionisme industriel par le fusionnement des unions de métier; l'autre d'une délégation des employés de chemins de fer demandant que le Conseil se prononce en faveur du fusionnement, mais pour les seize unions des chemins de fer seulement. Le Comité, réalisant que les conseils des métiers et du travail ne sont que des corps législatifs, n'ayant aucun pouvoir économique et devant laisser la plus entière autonomie aux membres des unions affiliées de se grouper comme il leur semblera le meilleur dans leur propre intérêt, ne peut qu'émettre le vœu que de meilleurs résultats seraient obtenus si toutes les unions d'une même industrie travaillaient de concert et coopéraient pour obtenir un contrat collectif, et que ce but peut s'atteindre soit au moyen d'une fédération de ces métiers ou encore par un conseil conjoint de ces mêmes métiers. De cette manière, pleine et entière autonomie est laissée à chacun; que ceux qui sont en faveur du fusionnement,

souvent raison de protester énergiquement contre cette campagne.

Une chose certaine, c'est le manque d'équilibre maintenu entre les chiffres de salaires des employés d'une même compagnie n'est pas toujours étranger aux conflits ouvriers. Une chose non moins certaine, c'est que le public est trop souvent surchargé.—L'Action Catholique.

travaillent sans relâche pour atteindre ce but; mais il serait injuste pour des ouvriers d'une industrie de dicter à leurs camarades d'une autre industrie la forme d'organisation qu'ils devraient avoir. Tout s'obtient par la persuasion et la propagande, rien par la coercition ou la violence.

Plusieurs autres délégués parlèrent sur le sujet, entre autres les délégués Foucher, Goldard, Schubert, Massé, Aréand, Dupont et Dixon; les uns favorisant le rapport du comité exécutif; les autres voulant que le Conseil se prononce purement et simplement en faveur du fusionnement de toutes les unions.

Le président Foster fit un magistral discours en faveur du rapport du comité exécutif qui allait plus loin que le Conseil des Métiers et du Travail n'était jamais allé; vouloir dépasser une certaine limite serait de risquer la désunion de tout l'édifice ouvrier organisé; ce serait imposer une ligne de conduite aux unions et violer gravement leur principe d'autonomie.

Finalement, la recommandation du comité exécutif fut adoptée, cinq délégués seulement votant contre.

Depuis un certain temps, une pratique s'est implantée à Montréal, chez certains employeurs, d'aller chercher leurs ouvriers dans les campagnes au détriment des ouvriers résidents de la ville; afin de faire cesser cet abus, si possible, l'Union 2098 des Charpentiers-Ménisiers prie le Conseil de faire toute la pression possible près des autorités municipales pour qu'une taxe soit imposée à tout patron qui ira chercher des ouvriers en dehors quand il y aura un surplus de main-d'œuvre à Montréal. Le comité exécutif partagea cette manière de voir et cette requête fut adoptée par le Conseil, seuls quelques délégués étant dissidents.

L'Union des Policiers demande au Conseil d'adresser à tous les échevins une lettre incluse dans leur requête. Dans cette lettre, les policiers posent au Conseil de Ville deux questions:

1.—Croyez-vous que les administrations d'une ville comme Montréal sont justifiables d'intervenir de quelque manière que ce soit dans le libre droit d'association que la loi garantit aux employés de la cité comme à tous les citoyens de ce pays?

2.—Êtes-vous en faveur de l'existence d'unions ouvrières parmi les employés de la cité, particulièrement dans la police? Cette attitude de la police, telle que définie par le délégué Bouchard, s'explique par le fait que des tentatives ont été faites pour désorganiser l'Union des Policiers. Ceux-ci désirent savoir si les membres de ce comité exécutif poussent des membres de l'organisation à diviser l'Union des Policiers, est bien fondée.

Les policiers ont voulu s'adjoindre dans leurs revendications tous les corps de métiers. Ils se sont en conséquence adressés au Conseil des Métiers et du Travail. Les délégués, après une discussion très intéressante, ont décidé de la référer au comité exécutif et de lui conférer le droit d'agir en la matière.

Avant l'ajournement, l'exécuteur Alphéus Mathieu procéda à l'installation des nouveaux officiers qui prêtèrent le serment d'office réglementaire.

Les délégués suivants furent admis à siéger: J. A. Bellant, Union Amalgamée des Ferblantiers; C. Westlake, Association Internationale des Travailleurs en amiante; J. Thomson, N. Robinson, J. Marquis, N. B. Fortier, J. Wells, Union des Chaudronniers; H. Binette, R. Smith, M. Cousin, A. Brisebois, Jos. Tremblay, M. Petelle, C. Dumais et P. Mitchell, loge Saint-Henri des Wagonniers; M. Kayser et M. Sheffer, des Travailleurs en Vêtements pour dames; J. Brodriek et J. Gravel, local 492 des Electriciens.

LES DAMES AUXILIAIRES

A la dernière assemblée régulière du local 52 des dames auxiliaires des charpentiers-ménisiers d'Amérique, il a été proposé par Madame Pierre Lefèvre, et secondé à l'unanimité qu'un vote de sympathies soit offert à Madame Georges Béclair, secrétaire-correspondante du local 52, ainsi qu'aux membres de sa famille, à l'occasion de la mort de Mme Louise Prud'homme dit Demers, sa fille, et que copie de cette résolution soit envoyée à la famille et aux journaux pour publication. Le vote fut pris debout.

EXPLICATION DE LA HAUSSE DES PRIX DU THE

La Compagnie de Thé Salada, la plus grosse maison de thé du Canada, a annoncé dernièrement une augmentation sur toutes ses marques. Elle s'est vue obligée, d'après les renseignements que nous avons pris, d'agir de la sorte pour maintenir la qualité de thé Salada pendant que le thé pris à la plantation lui revenait énormément plus cher qu'il n'importe quel moment depuis que l'usage du thé s'est répandu dans le monde entier. L'histoire des émeutes sur les plantations, des grèves sur les docks de Calcutta pour embarrasser les commerçants et retarder les expéditions, la difficulté de se procurer des coolies pour cueillir les feuilles, tout cela nous indique que les problèmes qui agitent le monde ouvrier, dans toutes les parties du monde depuis la guerre ont aussi trouvé une répercussion dans les plantations les plus éloignées de l'Inde.



SPÉCULATION HONTEUSE

Comme le public était porté à la croire, la hausse subite de deux dollars par cent livres dans le prix du sucre n'est aucunement justifiée. Seuls, le désir du gain et l'appât de la spéculation poussent à de semblables augmentations. On a donc raison de protester contre cette tentative d'exploitation.

En effet, au témoignage de l'un des principaux épiciers en gros de Montréal, la récolte du sucre, cette année, suffit à tous les besoins, surtout étant donné qu'on peut "disposer" d'un surplus de 1,203,000 tonnes, resté de la récolte précédente. Bien loin de monter le prix du sucre devrait descendre, conclut notre informateur, qui corrobore en ceci les déclarations de certains experts américains. Serait-il vrai, comme on le prétend, que les raffineurs voudraient, au moyen d'une hausse artificielle, se refaire des pertes considérables qu'ils ont subies en 1921, lors de la dégringolade générale dans les prix du sucre majorés à l'excès.

Quoi qu'il en soit, quoique, raffineur ou marchand, augmente indûment le prix du sucre, dans le seul but de réaliser des bénéfices plus considérables, joue le rôle d'un véritable malfaiteur public. —La Presse.

LA QUESTION D'IMMIGRATION

La discussion qui se fait en ce moment en Angleterre sur la question de l'émigration indique que l'on est beaucoup plus anxieux là-bas de se débarrasser des épaves des grandes villes que les destinations de les recevoir. Ayons l'œil ouvert, on en a déjà laissé trop entrer de ces dégénérés. Nos prisons et nos asiles d'aliénés en sont pleins.—La Sentinelle.

C'EST UNE ILLUSION

Depuis plusieurs années, la ville de Montréal était menacée par une poignée de démagogues, les uns politiques, les autres socialistes, que tout le monde croyait inévitables. Et cependant, le peuple a vu s'être libéré de la tutelle de ces faux amis et paraît bien décidé de parler franchement à l'avenir. Le maire Martin, tribun populaire qui commençait à se considérer comme le maître perpétuel de Montréal, a vu la foule lui tourner le dos, il y a quelques jours, et les chefs internationaux — fameux démagogues, encore ceux-là — n'ont pu faire élire un seul député de leur acabit à la dernière élection, eux qui se croyaient maîtres de la situation plus que jamais.

Le verdict du 5 février peut être commenté de diverses manières, selon l'aspect sous lequel on le considère: on a le droit de s'en réjouir comme de s'en attrister. Mais le résultat des élections, dans le coin le plus populaire de la province — et c'est ce qui accroît sa signification — indique que le préjugé politique et la démagogie remuante perdent du terrain en cette province. Voilà un sujet de consolation qui a beaucoup plus d'importance, à nos yeux, que l'accès, ou le maintien de tel ou tel parti au pouvoir, car il annonce une heureuse évolution dans les domaines politique et social.

Est-ce illusion ou réalité? L'avenir nous le dira.—Le Progrès du Saguenay. C'est une illusion, suave confrère.

A Travers la Presse

TETE DE TURC

La tête de Turc, c'est la France. Chaque jour, le Star de Montréal et quelques autres journaux fanatiques d'Ontario se plaisent à publier des dépêches et des correspondances où la France est peinte sous les plus odieuses couleurs. Le Star est évidemment dans son élément. Chaque fois qu'il peut blesser les sentiments de ses lecteurs de langue française, l'on est sûr de la trouver un peu là. Nous avons plusieurs fois signalé la campagne infâme que le Star mène contre la France.

La presse anglaise et la presse américaine à la solde de l'Allemagne peuvent à leur aise faire de la France la tête de Turc. La bon sens des nations ne se détournera pas d'elle et l'on verra bien le droit et la justice triompher de la fourberie et de la ruse.—La Patrie.

SITUATION ALARMANTE

Des dix-sept premiers nations du monde, le Canada tient la tête pour le taux de sa mortalité.

On a donc raison d'élever la voix, de crier bien fort et de répéter bien souvent que nous devons tout faire pour garder la vie à la mère et à l'enfant.

Le pays qui néglige ses enfants peut craindre pour son avenir.

UN DANGER

On rapporte chez nos voisins, dans la presse indépendante, qu'une grande combinaison financière, propriétaire de tout un groupe de banques, de maisons administratives de successions et de différentes entreprises industrielles, a décidé d'employer la somme de six millions de dollars à établir une vaste association de publicité dont le rôle sera d'influencer l'opinion publique, par le canal des journaux qu'elle achètera. C'est un signe des temps et de la domination de plus en plus grande que prennent les puissances d'argent sur les journaux d'Amérique. Maudite soit la main qui a signé ce décret roboratoire; l'influence de l'argent sur la formation de l'opinion.

LA TUBERCULOSE

Des statistiques ont été publiées récemment sur les ravages de la tuberculose au Canada. En 1921, on a enregistré chez nous 7,694 décès dus à la terrible maladie, ce qui signifie qu'un décès sur 14 fut attribuable à la tuberculose. Il est à noter que nombre des victimes sont des enfants, en-dessous de trois ans; ceci nous ramène à la question du lait et de l'infection par le lait. Il a en effet été prouvé que les vaches atteintes de tuberculose donnent un lait infecté, lequel communique facilement la maladie à un organisme faible. C'est le devoir des cultivateurs de surveiller attentivement leurs animaux, et de voir à ce que les vaches laitières soient toujours en parfait état de santé.—Le Droit.

AU MAGASIN DU SOUS-SOL GOODWIN

Le Magasin aux Mille Occasions

Tous ceux qui viennent pour la première fois marchent d'étonnement en étonnement. Les valeurs offertes sont si surprenantes qu'ils prennent l'habitude d'y revenir chaque fois qu'ils ont besoin de quelque chose pour laquelle ils ne se soucient pas de payer un prix élevé.

Nos rayons présentent un immense choix d'articles de toutes sortes pour hommes, dames et enfants, ainsi que pour la maison.

Mais ce ne sont là que les occasions régulières dont vous pouvez profiter chaque jour. Mais que dire des ventes qui attirent chaque jour une foule de ménagères économes.

Prenez la bonne habitude de regarder notre annonce dans les journaux quotidiens pour vous tenir au courant.



Prenez la bonne habitude...

— de faire vos achats à nos magasins: vous serez sûrs d'y trouver toujours les marchandises que vous désirez, de les obtenir de premier choix et d'en payer les plus bas prix.



LE MAGASIN DU PEUPLE

RUES STE-CATHERINE, ST-ANDRE ET ST-CHRISTOPHE

LES SPORTSMEN AIMENT LES BONS PLATS Aussi exigent-ils les viandes de chez

ALFRED RICHARD

BOUCHER

Etaux Nos: 19, 21, 23 — Marché Bonsecours

Téléphone: Main 973-6523 "Fred" est gérant de la piste Dorval

La Saveur est Superbe!

Aussi délicate que délicate!



dépassé aujourd'hui la vente de tous les thés en Amérique. NOIR ou VERT EN PAQUETS CACHETES SEULEMENT.

A TRAVERS LE MONDE

Informations Sociales

FIXATION LEGALE DU SALAIRE MINIMUM AUX ETATS-UNIS

La récente décision de la Cour d'Appel du District de Columbia, déclarant inconstitutionnelle la loi fixant le salaire minimum dans le district paraît être basée sur la raison que la liberté de contrat des femmes est en contradiction avec elle et que les femmes ne sont pas, politiquement parlant, les égales de l'homme. Dans les Etats-Unis, les salaires et les heures de travail des hommes ont été réglés par les contrats collectifs des syndicats, mais les femmes, vu la faiblesse de leurs organisations n'ont pas été capables d'améliorer leurs conditions dans la même mesure; elles ont cependant obtenu protection par des mesures législatives spéciales prises par l'Etat, et parmi lesquelles celles qui fixent les salaires minima sont les plus importantes.

La plupart des organisations de femmes ont reconnu que, dans les circonstances actuelles la méthode d'une législation spéciale est la plus efficace et y ont appliqué toute l'énergie dont elles étaient capables. La liberté des contrats, disent-elles, n'est bonne à rien, si ce n'est à laisser écraser le faible par le fort. Il se produit en ce moment une attaque déterminée des patrons contre le principe du salaire minimum, et malheureusement, une grande et riche Organisation de Femmes, le Parti National des Femmes (National Women's Party), ayant à sa tête Alice Paul et Mme C. H. P. Belmont, a précisément choisi, pour forcer la main des réactionnaires, l'argument qu'elles mettent en avant et pour lequel la loi de Columbia fixant un salaire minimum a été rapportée, qui prétend que hommes et femmes sont libres et égaux à tous égards, et que, par conséquent, une législation spéciale pour femmes est contraire au droit sacré de la liberté des contrats, en d'autres termes, à ce droit inimmémorial d'exploitation du faible par le fort. Ce parti patronne un amendement trompeur à la Constitution fédérale en ces termes: "Il ne saurait y avoir de distinction de droits entre les sexes sur tout le territoire des Etats-Unis ou tout autre endroit soumis à sa juridiction". Selon l'opinion des gens très compétents, l'a-

ADOPTION D'UN TEL AMENDEMENT RENDRAIT INEVITABLEMENT EN QUESTION LA LOI DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES ET LA LOI DU SALAIRE MINIMUM, VU QUE DE TELLES DEPOTS N'EXISTENT PAS POUR LES HOMMES ET, EN TOUT CAS, PRIVERAIENT DEUX À TROIS MILLIONS DE FEMMES DE LA PROTECTION DONT ELLES ONT JAMAIS PENDANT UNE PERIODE DE DEUX OU TROIS ANS, TANDIS QUE LA QUESTION SE DISCUTAIT A FOND DANS LES COURS DE JUSTICE.

Le département central des impôts a publié une circulaire établissant définitivement le caractère confidentiel des dépôts faits dans les banques russes. Cette circulaire stipule que les noms et adresses des déposants ne pourront être exigés des établissements de crédit par les administrations financières qu'en vertu de l'évaluation de l'impôt sur le revenu et qu'il ne pourra être exigé en aucun cas d'extraits de comptes-courants.

Le Commissariat des Postes et Télégraphes a approuvé une demande des Comités Exécutifs locaux ayant pour objet l'établissement d'un réseau de postes radiotélégraphiques dans la Russie des Soviets.

Le Commissariat a adressé aux Comités Exécutifs une circulaire aux termes de laquelle il les autorise à construire des stations de réception et de transmission aux frais des localités. Une partie des bénéfices d'exploitation de ces stations devra être versée au Commissariat des Postes et Télégraphes.

En exécution d'un décret publié par le Comité Central Exécutif pan-russe et par le Conseil des Commissaires du Peuple, toutes les usines d'électricité fournissant le public seront placées sous le contrôle des Comités Exécutifs locaux à l'exception des stations de district présentant une importance nationale. Toutefois, la division principale de l'Economie nationale restera chargée de tout travail d'électrification et de la surveillance technique de toutes les stations sans exception.

EN RUSSIE

Le département central des impôts a publié une circulaire établissant définitivement le caractère confidentiel des dépôts faits dans les banques russes. Cette circulaire stipule que les noms et adresses des déposants ne pourront être exigés des établissements de crédit par les administrations financières qu'en vertu de l'évaluation de l'impôt sur le revenu et qu'il ne pourra être exigé en aucun cas d'extraits de comptes-courants.

LE COMMISSARIAT DES POSTES ET TELEGRAPHES A APPROUVE UNE DEMANDE DES COMITES EXECUTIFS LOCAUX AYANT POUR OBJET L'ETABLISSEMENT D'UN RESEAU DE POSTES RADIOTELEGRAPHIQUES DANS LA RUSSIE DES SOVIETS.

Le Commissariat a adressé aux Comités Exécutifs une circulaire aux termes de laquelle il les autorise à construire des stations de réception et de transmission aux frais des localités. Une partie des bénéfices d'exploitation de ces stations devra être versée au Commissariat des Postes et Télégraphes.

En exécution d'un décret publié par le Comité Central Exécutif pan-russe et par le Conseil des Commissaires du Peuple, toutes les usines d'électricité fournissant le public seront placées sous le contrôle des Comités Exécutifs locaux à l'exception des stations de district présentant une importance nationale. Toutefois, la division principale de l'Economie nationale restera chargée de tout travail d'électrification et de la surveillance technique de toutes les stations sans exception.

M. ARTHUR GABOURY

Monsieur Arthur Gaboury, pendant dix-sept ans surintendant de la Compagnie des Tramways, vient d'entrer au service d'une puissante Compagnie américaine, la American Druggists Syndicate de New York, dont il devient le vice-président et le directeur-gérant, avec bureaux à Montréal et juridiction dans tout le Canada.

Monsieur Gaboury compte à Montréal une légion d'amis dont les vœux l'accompagnent dans sa nouvelle entreprise, où son expérience, ses qualités d'administrateur et sa probité sont le garant de son succès. Nos félicitations.

LA F. A. DU TRAVAIL CONTRE LES COOLIES

Le conseil exécutif de la Fédération Américaine du Travail a enregistré une vigoureuse protestation contre l'introduction des coolies chinois comme ouvriers dans les Iles Hawaï.

Une résolution de protestation donne instruction à tous les agents législatifs de la Fédération de faire tout leur possible pour empêcher l'adoption de mesures permettant l'admission des Orientaux aux Etats-Unis.

Le Travail Organisé du Canada ne néglige pas, lui non plus, la question des Orientaux et a demandé au Gouvernement fédéral d'en interdire l'immigration. Toute ville ou cité de quelque importance a son "quartier chinois", et il est reconnu que les Célestes sont les pourvoyeurs naturels des habitués des narcotiques et stupéfiants.

Le Travail et les Forçats libérés

"Il y a dix-huit ans, un crime fut commis. Je fus soupçonné et, après deux ans de recherches, arrêté et condamné à seize ans d'emprisonnement. Or, j'étais innocent de ce crime; mais une fautive preuve, ou plutôt une série de fausses preuves s'accumulèrent malheureusement contre moi. Quoi qu'il en soit, convaincu de ce crime, je dus subir la sentence qui me condamnait à passer seize années de ma vie — les meilleures: de 29 à 45 ans — sous les verrous.

"De mon existence au bagne, je ne rappellerai rien, sinon cette réflexion que j'entendis un jour le gardien faire à quelqu'un à mon sujet, à savoir: "que j'étais évidemment sous l'influence la plus puissante qui s'exerçait en faveur du bien et de la moralisation dans toutes les prisons de l'Etat, y compris le surintendant lui-même ou tout autre pouvoir officiel." C'est avec cette réputation que j'achevais le temps de ma peine et me trouvais un jour à la porte de la prison de Sing Sing avec 14 dollars dans ma poche (économisés à grand'peine), et tenant en main un billet de chemin de fer pour New-York. Avec quelques hardes que je portais sur moi, c'était là tout ce que je possédais en plus de la décision irrévocable de moi-même de ne jamais rentrer de nouveau à Sing Sing.

"Je ne pouvais songer à reprendre mon ancien métier d'acteur, que je cumulais d'ailleurs, autrefois, avec celui d'employé de banque dans la journée. On était en juin, en effet, au moment de ma libération; c'était la morte-saison du théâtre. Comme je jouais d'une robuste constitution physique, je pensais à m'employer comme débardeur au travail de déchargement dans les docks. Je me présentai donc dans ce but au chef du chantier et lui demandai s'il avait besoin de travailleurs. "J'en ai à besoin de deux cents", me fut-il répondu. Naturellement, je m'offris sur le champ. Malgré son désir de m'embaucher tout de suite, il ne put cependant le faire sans l'autorisation du délégué auquel il m'envoya. La première question que celui-ci me posa fut de savoir si j'appartenais au syndicat et, sur ma réponse négative, refusa de m'embaucher.

La même expérience douloureuse se renouvela pour moi quand j'offris ensuite mes services comme ferblantier (métier que j'avais appris en prison); puis dans les travaux du bâtiment où la main-d'œuvre faisait grandement défaut, on me proposa d'abord les plus beaux engagements. Mais là aussi, quand on me demanda si je faisais partie du syndicat, je dis avoir que je n'avais pas les moyens de payer les frais, cependant modestes, d'adhésion.

"Je fus donc repoussé encore. Sur ces entrefaites, une grève des chemins de fer éclata. "Bon! pensais-je, voilà la seule chance pour moi de trouver du travail". Je m'offris donc de nouveau, fus reçu à bras ouverts et vivement félicité. Mais cette fois je fus victime de mon besoin de franchise en confessant à un chef du personnel ma qualité d'ancien forçat. Je crois, en vérité, que si je n'avais pas été plus fort que lui, il m'eût jeté hors de son bureau.

"Comme conclusion à ces diverses expériences, brièvement relatées, je pose le problème suivant: Ai-je le droit de travailler pour gagner ma vie, un droit qu'aucun syndicat ou agence ne puisse me dénier ou me priver? Je ne me suis adressé à aucune fondation charitable. Je n'ai pas besoin de la charité; je ne veux pas l'accepter. Je veux gagner sans aide ma propre existence et je demande encore une fois si ce droit peut m'être refusé!" — UN ANCIEN FORÇAT. — Current Opinion.

La question de l'immigration soulève aux Etats-Unis des polémiques ardentes et d'ailleurs très compréhensibles. La grande majorité des Américains de vieille souche redoutent, avec raison, l'installation dans leur pays de ces nombreux étrangers, la plupart appartenant à la lie de la population de leur pays d'origine, et qui ne traversent l'Océan que dans l'espoir, soit de faire fortune, soit d'échapper aux conséquences de leurs méfaits ou, souvent même, de leurs crimes. Le problème de la limitation du nombre de ces immigrants est devenu une question capitale pour les Etats-Unis, mais ce problème n'y est pas nouveau. Dès la fondation de la République, Washington, déjà préoccupé de la grandeur future de son pays, ne voulait admettre que des artisans très habiles, capables de rendre de réels services au nouvel Etat. Plus tard, le président Jefferson poussa encore plus loin cette théorie: il souhaitait "qu'un océan de feu s'étendit entre les Etats-Unis et l'Europe afin de rendre impossible l'arrivée de nouveaux immigrants". Et cependant, à cette époque lointaine, le pays avait une population très insuffisante, de nombreux terrains restaient en friche, à cause de la rareté de la main-d'œuvre et les nouveaux colons, peu nombreux, appartenant tous à une élite vigoureuse et hardie.

Aujourd'hui, la situation est loin d'être la même: il n'y a plus de terrains disponibles et les problèmes du travail se sont nettement posés.

Les Américains ne veulent pas que leur pays serve de refuge aux pauvres et aux criminels étrangers, ni que leurs villes soient congestionnées par ceux qui ne pourront jamais se fondre complètement avec la population indigène. L'arrivée d'éléments d'une infériorité aussi flagrante ne peut en rien servir les intérêts du pays et ne peut que nuire énormément à son progrès éventuel, car aucune découverte biologique ne permet de supposer que leurs vertus seules subsisteraient, tandis que leurs défauts ou leurs vices finirait par disparaître.

Pour les Américains, peuple essentiellement pratique, se posent plusieurs questions d'un intérêt vital. Ils veulent savoir combien de ces étrangers peuvent être politiquement assimilés; combien peuvent devenir de véritables Américains, et quelle influence ils pourront exercer sur le développement futur du pays. Il est donc très naturel que les citoyens des Etats-Unis désirent faire une sélection parmi ces nombreux immigrants et n'acceptent que ceux capables, par leurs moyens physiques et intellectuels, d'améliorer l'avenir de la race. — Professeur Robert C. WARD, dans le Scientific Monthly.

La dernière assemblée du local No 71 des Valaisiens et Travailleurs en cuir de Montréal, qui a été tenue à la salle du Commerce, No 149 rue Berri, le 30me lundi de février, le 19 courant, avait lieu l'élection des officiers. Tous les anciens officiers ont été réélus par acclamation. Le résultat est donc le suivant: M. Emile Beaudry, président; Nap. O'Reilly, vice-président; Armand Gauthier, secrétaire-trésorier; R. Plamondon, secrétaire-archiviste; Albert E. Bégin, secrétaire-correspondant; Auditeurs: les confrères St-Jacques, Charles Labossière et Emile Boisclair.

Récemment, l'Union locale No 71 a ouvert une grande campagne de recrutement, et déjà plusieurs nouveaux membres ont été initiés. Les officiers vont continuer avec ardeur cette campagne afin que tous les valaisiens et travailleurs en cuir de Montréal soient en mesure de profiter des avantages de l'organisation.

Les membres du local No 71 des Valaisiens et Travailleurs en cuir ont passé une résolution de condoléances au confrère Charles Labossière qui a perdu sa soeur bien-aimée.

CHEZ LES VALAISIS

La dernière assemblée du local No 71 des Valaisiens et Travailleurs en cuir de Montréal, qui a été tenue à la salle du Commerce, No 149 rue Berri, le 30me lundi de février, le 19 courant, avait lieu l'élection des officiers. Tous les anciens officiers ont été réélus par acclamation. Le résultat est donc le suivant: M. Emile Beaudry, président; Nap. O'Reilly, vice-président; Armand Gauthier, secrétaire-trésorier; R. Plamondon, secrétaire-archiviste; Albert E. Bégin, secrétaire-correspondant; Auditeurs: les confrères St-Jacques, Charles Labossière et Emile Boisclair.

UN DIFFERENT OUVRIER EN AUTRICHE

La demande d'une réduction de salaires de 15 pour cent, faite par les employeurs métallurgistes a été suivie de la rupture des négociations entre les manufacturiers et les représentants de l'Union des Métallurgistes de Vienne.

PRETS POUR LA CONSTRUCTION

A la fin de l'année 1922, le Parlement danois a passé une loi, par laquelle le Ministre de l'Intérieur est autorisé à "avancer des fonds pour l'encouragement de la construction de maisons d'habitation."

TO THE MARITIME PROVINCES VIA CANADIAN PACIFIC

Canadian Pacific Railway have an excellent service. Trains leave Montreal, Windsor Station, 12 noon daily except Saturday, and 7:00 p.m. daily, arriving St. John, N. B., 5:35 a.m. and 12:20 p.m. respectively.

In the reverse direction trains leave St. John, N. B., 3:30 p.m. daily and 6:15 p.m. daily, except Sunday, arriving Montreal, Windsor Station, 8:55 a.m. and 12:20 p.m. respectively.

These trains make splendid connections for all points in New Brunswick and Nova Scotia.

Montreal Ticket Offices: 141-145 St. James St., Tel. Main 8124, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West, Mile End Stations.

L'Immigration en Amérique

La question de l'immigration soulève aux Etats-Unis des polémiques ardentes et d'ailleurs très compréhensibles. La grande majorité des Américains de vieille souche redoutent, avec raison, l'installation dans leur pays de ces nombreux étrangers, la plupart appartenant à la lie de la population de leur pays d'origine, et qui ne traversent l'Océan que dans l'espoir, soit de faire fortune, soit d'échapper aux conséquences de leurs méfaits ou, souvent même, de leurs crimes. Le problème de la limitation du nombre de ces immigrants est devenu une question capitale pour les Etats-Unis, mais ce problème n'y est pas nouveau. Dès la fondation de la République, Washington, déjà préoccupé de la grandeur future de son pays, ne voulait admettre que des artisans très habiles, capables de rendre de réels services au nouvel Etat. Plus tard, le président Jefferson poussa encore plus loin cette théorie: il souhaitait "qu'un océan de feu s'étendit entre les Etats-Unis et l'Europe afin de rendre impossible l'arrivée de nouveaux immigrants". Et cependant, à cette époque lointaine, le pays avait une population très insuffisante, de nombreux terrains restaient en friche, à cause de la rareté de la main-d'œuvre et les nouveaux colons, peu nombreux, appartenant tous à une élite vigoureuse et hardie.

Aujourd'hui, la situation est loin d'être la même: il n'y a plus de terrains disponibles et les problèmes du travail se sont nettement posés.

Les Américains ne veulent pas que leur pays serve de refuge aux pauvres et aux criminels étrangers, ni que leurs villes soient congestionnées par ceux qui ne pourront jamais se fondre complètement avec la population indigène. L'arrivée d'éléments d'une infériorité aussi flagrante ne peut en rien servir les intérêts du pays et ne peut que nuire énormément à son progrès éventuel, car aucune découverte biologique ne permet de supposer que leurs vertus seules subsisteraient, tandis que leurs défauts ou leurs vices finirait par disparaître.

Pour les Américains, peuple essentiellement pratique, se posent plusieurs questions d'un intérêt vital. Ils veulent savoir combien de ces étrangers peuvent être politiquement assimilés; combien peuvent devenir de véritables Américains, et quelle influence ils pourront exercer sur le développement futur du pays. Il est donc très naturel que les citoyens des Etats-Unis désirent faire une sélection parmi ces nombreux immigrants et n'acceptent que ceux capables, par leurs moyens physiques et intellectuels, d'améliorer l'avenir de la race. — Professeur Robert C. WARD, dans le Scientific Monthly.

LE VICAIRE ET LE ROMANCIER

L'auteur de "Séparons-nous", "Au prophète", "S'il y avait un paradis", "Le bonhomme", est un des écrivains catholiques les plus en vue. Il excelle à défendre les meilleurs causes sans tomber dans la prédication, et ses romans, si finement extraits de l'observation directe des milieux contemporains, sont autant de petits chefs-d'œuvre par la justesse du trait, le naturel des personnages mis en scène, la verve des dialogues et le mouvement indélébile de l'action. Dans sa nouvelle oeuvre l'abandon de la maîtrise au sujet éminemment éloquent: le rôle du prêtre dans la guerre. Au vicar de cathédrale, mué en brasseur, qui s'en va au front enfilant les lauriers du simple soldat, il oppose, par une intention symétrique d'une heureuse inspiration, le gendarme sceptique, blasé sur tout, excepté sur les vaines satisfactions de la gloire littéraire, pauvre âme désespérée qui la grande épreuve trouvera sans appui moral autre que celle d'un prêtre soumis à ses devoirs humbles et justes dans le désordre des camps et tenu par ses divines espérances. Et c'est ainsi, à la faveur d'un journal intime fidèlement tenu, le récit quotidien des horreurs du combat sans merci, pages d'héroïsme familial, infiniment émouvantes et belles, animées par la bonne humeur des soldats et la confiance souriante des prêtres dissimulés sous le bleu horizon, fournissant d'adoucissements typiques et d'incidents d'une haute signification dans leur banalité apparente. Puis c'est l'épopée de Verdun, la victoire... Mais dans l'intervalle, le romancier mondain, compagnon de l'abbé Dumat aux heures tragiques, a succombé dans un sanatorium de la côte d'Azur, soigné pieusement par des religieuses, marmurant un vague acte de foi et de repentir pour sa vie gaspillée. Dénonçant agouissant d'une fraternité d'armes, qui, par sa conception élevée, ses mystérieux raisons d'être, laisse loin derrière elle les épiphanies les plus fameuses des combats héroïques.

Le volume in-16. Prix: 7 francs. — Librairie Plon-Nourrit et Cie, 8, rue Granelière, Paris, et chez tous les bons libraires.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

GEO. BERRY A MONTREAL

Le président général de l'Union Internationale des Pressiers et Assistants sera à Montréal, vendredi, le 9 mars prochain. Il assistera à une grande assemblée qui aura lieu aux quartiers généraux des métiers de l'imprimerie, 248 rue Saint-Jacques, le même jour, à 8 heures du soir.

Pour ceux qui ont déjà en le plaisir d'entendre le confrère Berry, ils ne manquent pas d'aller l'écouter; pour ceux qui n'ont pas encore entendu, ce sera une splendide occasion d'entendre un des plus brillants orateurs du mouvement ouvrier du continent américain.

Tous les unionistes, à quelque métier qu'ils appartiennent, sont cordialement invités à assister à cette assemblée.

Le confrère Geo. Brunet, un des vice-présidents de l'Union des Pressiers, vient de revenir d'une tournée de propagande dans l'Ouest du Canada. Il sera également invité à cette assemblée et fera part des incidents de son voyage.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY

Canadian Pacific Railway offers an unequalled train service between Montreal and Toronto and Yonge St. Stations.

The full services are as follows: Montreal and Toronto (Yonge St. Station) (Westbound) Leave Montreal, Windsor Station: 10:30 p.m. daily except Saturday, arrive Toronto 8 a.m. (This train goes through to Hamilton, Ont., arriving Hunter St. Station at 9:55 a.m.) (Eastbound) Leave Toronto, Yonge St. Station: 9:45 p.m. daily except Saturday, arrive Montreal 7:20 a.m. (This train leaves Hamilton, Ont., Hunter St. Station, at 8 p.m.) Montreal and Toronto (Union Station) (Westbound) Leave Montreal, Windsor Station: 9:15 a.m. daily (The Canadian) arrive Toronto 6:10 p.m. 10 p.m. daily, arrive Toronto 7:30 a.m. 11:45 p.m. Saturday only, arrive Toronto 9 a.m. (Eastbound) Leave Toronto Union Station: 8:30 a.m. daily (The Canadian), arrive Montreal 5:40 p.m. 10:50 p.m. daily arrive Montreal 8 a.m. 12:30 a.m. Sunday only, arrive Montreal 9:40 a.m. Montreal ticket offices: 141-145 St. James, Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End Stations.

COMMENT LES DROGUES S'INTRODUISENT ICI

Maintenant que l'opinion publique s'est réveillée et que les journaux font une campagne contre les narcotiques, il est intéressant de lire les renseignements sur l'introduction dans le pays des drogues mortelles.

Patrick O'Brien, représentant législatif de l'Union Internationale des Marins, a donné quelques éclaircissements sur cette question, cette semaine. Il prétend qu'un grand pourcentage des drogues s'introduisent aux Etats-Unis et au Canada par la voie du Pacifique par l'intermédiaire des équipages orientaux non unionistes. La plus grande ingéniosité est déployée par les contrebandiers qui opèrent souvent de connivence avec les officiers du vaisseau.

Naturellement, les équipages qui forment la plus grande partie de la fraternité des contrebandiers, sont employés parce qu'ils n'exigent pas un salaire élevé.

La contrebande des narcotiques n'est possible que parce que la loi LaFollette pour les marins n'est pas mise en vigueur. C'est l'opinion d'O'Brien que si cette loi était plus strictement mise en vigueur, la trafic des narcotiques pourrait être plus aisément enrayer.

Les compagnies de navigations qui emploient des marins non-unionistes sont, en même temps les adversaires les plus acharnés de la loi des marins, et sont responsables dans une grande mesure de l'infâme trafic des narcotiques qui se pratique aujourd'hui et qui cause tant de désastres.

La contrebande des narcotiques n'est possible que parce que la loi LaFollette pour les marins n'est pas mise en vigueur. C'est l'opinion d'O'Brien que si cette loi était plus strictement mise en vigueur, la trafic des narcotiques pourrait être plus aisément enrayer.

Les compagnies de navigations qui emploient des marins non-unionistes sont, en même temps les adversaires les plus acharnés de la loi des marins, et sont responsables dans une grande mesure de l'infâme trafic des narcotiques qui se pratique aujourd'hui et qui cause tant de désastres.

LE VICAIRE ET LE ROMANCIER

L'auteur de "Séparons-nous", "Au prophète", "S'il y avait un paradis", "Le bonhomme", est un des écrivains catholiques les plus en vue. Il excelle à défendre les meilleurs causes sans tomber dans la prédication, et ses romans, si finement extraits de l'observation directe des milieux contemporains, sont autant de petits chefs-d'œuvre par la justesse du trait, le naturel des personnages mis en scène, la verve des dialogues et le mouvement indélébile de l'action. Dans sa nouvelle oeuvre l'abandon de la maîtrise au sujet éminemment éloquent: le rôle du prêtre dans la guerre. Au vicar de cathédrale, mué en brasseur, qui s'en va au front enfilant les lauriers du simple soldat, il oppose, par une intention symétrique d'une heureuse inspiration, le gendarme sceptique, blasé sur tout, excepté sur les vaines satisfactions de la gloire littéraire, pauvre âme désespérée qui la grande épreuve trouvera sans appui moral autre que celle d'un prêtre soumis à ses devoirs humbles et justes dans le désordre des camps et tenu par ses divines espérances. Et c'est ainsi, à la faveur d'un journal intime fidèlement tenu, le récit quotidien des horreurs du combat sans merci, pages d'héroïsme familial, infiniment émouvantes et belles, animées par la bonne humeur des soldats et la confiance souriante des prêtres dissimulés sous le bleu horizon, fournissant d'adoucissements typiques et d'incidents d'une haute signification dans leur banalité apparente. Puis c'est l'épopée de Verdun, la victoire... Mais dans l'intervalle, le romancier mondain, compagnon de l'abbé Dumat aux heures tragiques, a succombé dans un sanatorium de la côte d'Azur, soigné pieusement par des religieuses, marmurant un vague acte de foi et de repentir pour sa vie gaspillée. Dénonçant agouissant d'une fraternité d'armes, qui, par sa conception élevée, ses mystérieux raisons d'être, laisse loin derrière elle les épiphanies les plus fameuses des combats héroïques.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

Un Ouvrier Peut Devenir Propriétaire

A des Conditions Faciles.

Cottage de 7 chambres

BAIN, LUMIERE ELECTRIQUE, MODERNE

Terrain 55 x 385 au bord de la rivière

BOULEVARD GOUIN, 1623, SAULT

1 MINUTE DES CHARS, 1 SEUL BILLET

Tous les avantages de la ville et de la campagne. Vous pouvez payer votre maison en cultivant des légumes ou en élevant des volailles.

Adressez-vous à M. Brisebois, 11 St. Paul O.

Téléphonez le jour: Main 3415.

For Twenty Years we have issued this Union Stamp for use under our Voluntary Arbitration Contract

OUR STAMP INSURES: Peaceful Collective Bargaining Forbids Both Strikes and Lockouts Disputes Settled by Arbitration Steady Employment and Skilled Workmanship Prompt Deliveries to Dealers and Public Peace and Success to Workers and Employers

As loyal union men and women, we ask you to demand shoes bearing the above Union Stamp on Sole, Insole or Lining.

BOOT & SHOE WORKERS' UNION 246 SUMNER STREET, BOSTON, MASS.

Collis Lovely, General President. Charles L. Baine, General Secretary-Treas.

VOTE AGAINST PROHIBITION!

DEMAND Personal Liberty IN CHOOSING WHAT YOU WILL DRINK! Ask for this label when purchasing Beer, Ale or Porter. As a guarantee that it is Union Made



FRATERNITE UNIE DES CHARPENTERS-MENISERS D'AMERIQUE LOCAL 134. — Fortuné Doucet, Président; Ph. Laurier, Vice-Président; Conduc-teur, H. Bélanger; Gagnon de la note, J. B. Roy; Syndic: J. Lespérance, J. N. Leduc; O. Demontigny; Secrétaire-Financier, J. A. Roy; 528 rue Wolfe; Secrétaire-Trésorier, E. Tardif, 528 rue Gifford; Secrétaire-Archiviste, P. Lefebvre, 1416 avenue Paré; 141, St. Louis St. Le local s'assemble tous les lundis soirs, au No 417 Est, rue Ontario, Salle No 1.

BOAT AND SHOE WORKERS, No. 249. — Meets every Friday at 8 p.m., 1215 St. Catherine Street East. President, Jos. B. Johnson, 2528 St. Andrew; Malouin; Recording Secretary, Arthur Charost, 351 Bay-vard; Financial Secretary and Business Agent, Chas. McKechee, 1215 St. Catherine Street East.

UNION INTERNATIONALE DES VALAISIS ET TRAVAILLEURS EN CUIR LOCAL 71. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street East, President, J. T. Foster, 62 St. Catherine St. East; Corr. Secretary, Alphius Mathieu, 82 Montana Street.

OTRE PORTRAIT AGRANDI GRATIS

Achetez une douzaine de BIERE ou de PORTE R

et vous aurez droit à un agrandissement de portrait en Médaillon Ovale 14x20

VOTRE BIERE ou PORTER ne vous coûtera pas un sou de plus la douzaine.

VOTRE PORTRAIT ne vous coûtera absolument rien.

Demandez à votre Epicier

L'AGENCE CHAMPLAIN LIMITEE

341 RUE NOTRE-DAME EST. TEL. MAIN 6663.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL



WHY THE TRADE UNIONS? WHY THE NON-UNION UNIONS?

Who has the greater opportunity for success, the trade unionist or the non-unionist, the organized or the organized worker?

It does not require much thought or argument to reach a decision upon this question even though the decision should be left to the non-unionist, if he will honestly and truthfully answer the question.

Why the so-called Open Shop, the American Plan, Industrial Democracy, House and Senate Plan, the Bonus System, and other inspired schemes of anti-trade unionists and unfriendly agencies who offer these many-times-proven unsound remedies as a substitute for the real militant and constructive trade union as a solution of the workers' problems.

None of these inducements or promises can bring to the men and women of labor the returns, the permanency and security that the trade unions do. The American Federation of Labor organizes the workers for their economic and social betterment. These non-union movements disorganize the workers and prevent their participation in the benefits secured through organized effort.

Before and after the names and titles of those non-union unions the worker has written the word "failure" as no one knows better than he does what are his desires and wants. From practical experience he knows that every advance made in his economic and social development has come to him through the power and influence of the American Federation of Labor, an organization of strength which does not fear to raise its voice in defense of justice and right.

Organized labor is the best judge of what labor's needs are and in its own time and way can be depended upon to look after and safeguard the interests of the workers. The trade union movement has brought the nationalities of the world together in harmony and co-operation and is doing more to improve their physical, mental and moral condition than any other agency.

Employers who fail to treat their employees decently assume a liability that they can never pay. Such a method of dealing with labor problems is making progress backwards.

The record of organized labor is one that the trade unionist may well feel proud of. Its achievements are an evidence of its work for human progress and freedom for the working people of our country. No movement that has for its purpose the betterment of humanity has ever denied its support. Its legislative programme for Workmen's Compensation and Child Labor laws, fire prevention, factory sanitation, and the thousands of laws to safeguard human life, organized labor's fight against the enactment of unjust laws to take away the guaranteed rights of the workers and of the public generally, is the answer to "Why the Trade Unions."

INTERESTING WORKMAN'S CASE

Many interesting workmen's cases have been settled under the Compensation Act, lately. On Tuesday, a worker was awarded \$2,008 under the Workmen's Compensation Act. The man's name was Albert Gilbert and he was working for a contractor named Scott whose business was unloading freight cars. Gilbert injured himself while carrying a box of sugar. He took action and failed to recover his claim of \$3,000 as Scott appealed it claiming it did not come under the Act. In Appeal three judges confirmed the original judgment and granted damages as stated. Scott claimed his business did not come under the Act but evidence proved that he was trading under the name of the Montreal Terminal Warehouse Company, which, by being traced back, was really the G. T. R., hence coming under the Act.

ANOTHER WORKMAN WINS

Mr. Justice Lane granted a temporary award to a worker this week of \$220. Leopold Dumny was the name of the man who won. He was working at his trade as a painter when he fell off a scaffold, fracturing his skull and two ribs. The award called temporary is because it is in lieu of wages and further indemnity may be obtained when the full extent of his incapacity is established by the doctors.

It is awfully sad that these that encourage workers to stand for their rights as many of them fear the law and do not care to be inconvenienced on the chance of losing their case and the lawyers get all the money if they win.

CONCERTED ACTION

Labor as well as employers of all kinds are up in arms in the Maritime Provinces over the organization of the C. N. R. which has been started by Mr. Thornton. It means that hundreds of workers who have homes and families in Montreal and other places down there will have to sell at a sacrifice or rent and pay double in Montreal, as the orders have gone forth changing many hundreds from Montreal to Montreal. A mass meeting was called for Friday, (yesterday) to be held at Amherst, where United Boards of Trade and other bodies will send three delegates each to discuss the organization and its merits, etc. Many of Canada's greatest politicians have been invited including Mr. Fielding, John A. Sinclair one of the C. N. R. Board members and many of the Provincial political leaders. It is a big question.

AN UNUSUAL CASE

A worker in the employ of the Montreal Light Heat & Power Co., was awarded \$4,148 damages this week, Justice Archer being the Judge. The worker was employed driving a vehicle when the horse ran away, being frightened by a railway train. The man, George Pany was badly injured, was unable to work for 12 months and has suffered a permanent incapacity. He sued for \$15,000 and would seem to have been fortunate in getting what he did, because the accident occurred way back in Dec. 1920 and illustrates well the laws delay and so on. It is no wonder that workers are afraid of law when they have to fight a big corporation.

HOW TO SETTLE LABOR TROUBLES

It is many a day since a more thoroughly sensible address has been heard in Montreal than the one given by John Calder, industrial adviser of the Swift Company, one of the largest employers of labor on the continent, delivered at McGill University, under the auspices of the Department of Social Science and Social Service.

He told of the betterment of 35,000 employees by means of conferences at each plant and they had known no labor troubles in three years. He emphasized the fact that even if the men disagreed in the conferences, they did not lose their right to strike.

Five things were wanted by the workman, said Mr. Calder. He wanted, first, and foremost, a steady job; second, he wanted adequate wages; third, a good foreman; fourth, the individual and collective right to express his views; fifth, a chance to rise in industry. Some people put forward claims to the effect that the workman wanted an Utopia, but beyond the five things mentioned he wanted nothing.

In regard to steady employment, Mr. Calder urged that employers should get over a feeling of complacency because of a surplus of labor. His idea was that a company should use a minimum of labor so as to insure permanency of employment. He illustrated this by saying that his company, which was dependent upon shipments of cattle every 24 hours, had so managed that workmen had at least 40 hours a week work at all times.

The question of adequate wages was one often beyond the ability of the employer and employee to solve, and, furthermore, wages could not be measured in dollars, but in things. In regard to foremen, he believed in men who could develop men, not things.

He did not believe in profit sharing plans. Real share in the business was his plan.

WAGE REDUCTIONS AND OIL MAGNATES

While the wildest clamors are being scattered broadcast by certain groups of employers, for wage cuts and readjustments, it is very interesting to hear the facts regarding the salaries paid some of the big oil magnates who are the worst wage payers to rank and file, known. It will be seen that these big men do not have to worry about a "living wage." The salaries of the chief officials were filed in the Senate at Washington under compulsion, and the Standard Oil Company declared that it would endanger the morale of their organization, if they told how much they were paid, or to discover other sources of income.

The Standard Oil Company of New Jersey leads with high salaries, having six officials who receive \$100,000 a year or more and five others who get between \$50,000 and \$100,000. A. C. Beilford, chairman of the board, and Walter Teagle, president, each receive \$125,000 a year. The four vice-presidents are each paid \$100,000 a year.

P. C. Folger, president of the Standard Oil Company of New York, is paid \$100,000 a year. Three vice-presidents are paid \$60,000, \$47,500, and \$32,500, respectively. One director in this company is paid \$40,000 a year.

Other oil companies pay salaries ranging around \$50,000 and \$30,000 a year.

PERSHING'S ATTACK ON RADICALS

"Black Jack" Pershing wants radicals curbed. He thinks that the State of Illinois has been disgraced by the Governor's pardon of William Broas Lloyd, the Communist, and wants to know what the people of Chicago have to say about a recent speech by Eugene V. Debs, in which Debs defended the principles of the Soviet Government. All of which was cheered mightily, for Pershing was speaking at a luncheon given by the Chicago Chamber of Commerce.

We are not surprised that Pershing should object to the theories propounded by Lloyd or Debs. The training of the soldier is such as to make it impossible for Pershing to approve of any existing order of society. It is the duty of the soldier to obey and not to think and any person or party who is independent enough to believe in a radical change offers an affront to the professional soldier.

Had Lloyd or Debs advocated another war with Germany, had they urged the sending of battleships to Europe to collect the \$1,000,000,000 which Europe owes us, then Pershing would not have been so violent. He might have disagreed, but he would have been tolerant. But when men who believe that the workers of the world should form a new society, founded upon the principle of co-operation and brotherhood, Pershing is shocked. — Reading Labor Advocate.

NEW RADIO DEVICE

Berlin, March 4.—Answering the wireless telephone bell is the latest duty of the German housemaid. One of the leading radio companies announces an invention by which it is possible to use the wireless telephone, the same as any other telephone. Scientists for a long time have been trying to do away with the necessity of compelling listeners-in to have the receiver over their ears to hear calls.

They now claim to have developed a means of calling, by bell, a number of stations simultaneously or an individual station alone. They also say they have discovered a means of directing messages definitely, having found that wireless waves prefer to follow the ordinary telegraph and telephone wires.

ROOSEVELT SAID—

I wish to put a stop to Courts nullifying laws which the People deem necessary to their general welfare. If the Courts have the final say so on all legislative Acts, and if no appeal can be from them to the People, then they are the irresponsible masters of the People.

DON'T WANT DAYLIGHT SAVING

In Quebec, this week, the Catholic Commercial Travellers' Association have gone on record as being opposed to daylight saving and has passed a resolution urging the mayor and city council not to depart in any way from standard time next summer.

The travellers argue that daylight saving experience has proven that it is the cause of disorganization, that in the past few years it was only the city of Quebec that adopted daylight saving in this district, that all the people suffered gravely from the difference in the time between the city and the district, and that the commercial travellers suffered in past years from loss of time and annoyances of all kinds.

There is no doubt that the fact that one section has daylight saving and another has none is very puzzling and inconvenient. Labor is much affected, but up to date has generally favored the daylight saving time. Last year, the U. P. R. opposed it and did not use it all over their service. There are many opinions.

NO TRAIN FOR TROOPS IN STRIKE

The Government have made great haste to correct an impression set abroad that they had troop trains ready to despatch soldiers to the scene of the British Empire Steel Strike in Sydney. It is only fair to state that Hon. G. U. Graham who is a very fair minded man himself, emphatically denied that any troop trains were ready because there had been no request for troops and none were even thought of. The old habit of certain capitalists to rush troops to strikes is played out and has never been effective for good, but on the other hand, inflames the resentful worker and very often causes trouble. If there is one thing that even the sanest striker hates is the sight of a soldier, and he is justified. What would be said if the workers called out militia as they have a perfect right to do?

THE WORKMAN'S CIRCLE

One of the most influential organizations of workers in both United States and Canada is the Workmen's Circle which met in convention in New York City the early part of the week commencing on Sunday last. They held their last annual convention in Toronto where it was decided to abolish the annual convention and hold it triennially. Organized 23 years ago, it today has over 80,000 members. Its mission is first aid to the workers in this chance-world of capitalism. It maintains a tubercular sanitarium for its members, makes provision for the sick, and takes care of every member of the family in death.

Its educational work is equally important. It publishes books which it sells to its members at cost, maintains schools for children of the members and carries on educational lectures in its local branches. It has also been a valuable aid to other organizations of workers in trouble. Its members have never failed to respond to requests from such organizations for assistance in the labor struggle, both political and economic.

A mutual aid society, it is also something more than this. It is a Red Cross of the working class as well as an important educational institution. The worker who falls in the industrial struggle finds the Workmen's Circle ministering to his wants and caring for his family.

THE WHOLE BLESSED FAMILY

According to a resolution introduced by Senator Ladd the nation of Nicaragua is under the domination of United States marines, who, it is alleged, keep the president of that country in his position against the will of the people, and deprive the people of any semblance of self-government, while their national resources are being exploited in shameful fashion by American corporations. The Nicaraguan president's name is Diego M. Chamorro. He sure seems to have a stand-in with Uncle Sam — for members of his family also hold the positions of Home Secretary, President of Congress, Secretary of the Treasury, Finance Adviser, Secretary to the President, military commander at the capital, commandant of the principal fortress at the capital, commander at Corinto, commander of the northern zone, collector of customs, congressman, military surgeon, consul at New Orleans, consul at San Francisco, consul at London, diplomatic representative at El Salvador, minister to Washington, financial agent, and attaché at the Washington delegation. If there are any other members of the family who have not as yet felt anything drop in their laps, they will please send their application to Uncle Sam's soft snap department. — Illinois Miner.

DOINGS IN FEDERAL HOUSE

Many matters of general interest to Labor are being fathered at Ottawa these days. S. W. Jacobs, Montreal member for George Etienne Cartier Division, is busy putting forward bills of importance. One was to amend the Criminal Code so as to make it compulsory for owners of newspapers to file a declaration of ownership with the Department of the Secretary of State. There is one paper in Montreal that while many suspect who owns it, none are certain. This bill would bring in the light.

Another of Mr. Jacob's bills is an amendment to the Railway Act which provides that return tickets issued by one railway should be good on any other line running to the same destination. This would be a boon to travellers.

J. S. Woodsworth, the labor member from Winnipeg, is busy as a bee and his voice is heard often on legislative matters daily. He, this week, introduced a bill to amend the Criminal Code by means of which he proposes to change the law on certain points in regard to treason, and also to put in the safeguards to individuals which were there prior to the 1919 episode in Winnipeg, now remembered by all workers.

It will be recalled that "Little" Arthur Meighen was then Attorney General, and in one night he passed Star Chamber laws which caused deportation and imprisonment for sedition charges. Labor has never quite forgiven that act. Woodsworth is trying now to get even.

WORKERS ON LIBRARY BOARD

To show the changed attitude towards labor in almost every walk of life one does not need to see alone the members of Parliament and the Labor Governments, but it is interesting to see workers on bank directorates and other Boards of importance. In old Boston, where style in everything is notable, it is fine to see that Mayor Curley has been requested by the Allied Printing Trades Council to select one of three names that the council has submitted to him to fill the existing vacancy on the board of trustees of the Boston Public Library. The names that have been submitted are Martin Casey, Electrotypers' Union No. 11; Michael Cooney, of the Press Feeders' Union; and Miss Mary Meehan, Women Bindery Workers' Union.

Most likely the request will be granted as it should be.

PLAN FOR THE UNEMPLOYED

It looks as if Britain was going to relieve her unemployment troubles for the time anyway by a project now under way to have skilled artisans work in the war-devastated regions and other points in France.

Acting on their own initiative, a committee representing the workers and the British Ministry of Labor have gone to France, and an agreement may be signed next week between the French and British departments of labor.

France is short-handed especially in skilled labor, and therefore is encouraging the immigration of foreigners.

Lord Crewe, ambassador to France, has suggested that, if the eventualities make it possible, British labor might be used in the Ruhr. A large number of British engineers have offered their services to the French Minister of Public Works for duty in the Ruhr, but thus far they have not been accepted.

COAL AND HUMANITY

From the Anthracite Bureau of Information, located at Philadelphia, is transmitted an editorial of the Boston News Bureau "for editorial reference." The caption reads, "Coal and Humanity." We are interested in both. So are our readers. What have the owners of anthracite got to say about the relation of humanity to coal?

Simple enough. Certain miners went on strike in the anthracite region. They have no respect for their "fellow human beings," in their own and nearby states—particularly the poor," who may "freeze for lack of anthracite for all they may care."

Now we understand the relation between coal and humanity. The mine owners weep for their "fellow human beings," while the miners are bad, brutal miscreants who would freeze the "poor." It is shocking to think of. So the godly owners send out this story for "editorial reference."

Our reference to it is such that we cannot print what we think of this smug pretense. There are times when language fails to express a deep feeling of disgust and contempt. This is one of them. We give it up. We leave it to our readers.—New York Call.

WHAT SLOGAN NEXT? WHO ISN'T A BLOC?

England doesn't like the invasion of the Ruhr a little bit, and for good reason. Johnny Bull has a good head and is old enough to remember when France was the "hereditary enemy" of England.

It is only a little over a century ago when British Yeomen and Prussian Guards fought at Waterloo to crush French militarism. Now that German militarism is crushed, the French brand of the same thing is on top again.

Add to the largest standing army in the world the natural and industrial resources of enslaved Germany, working at coolie wages, and England has good reason to fear its late ally. This is especially true since the development of aerial has brought John Bull's snug little island within a bomb's throw of the French coast.

However, the husky old gent on the Thames may be relied upon to have another alliance up his sleeve when the time comes. At the beginning of the last century it was the Holy Alliance, composed of Russia, Prussia, Austria and England, that smashed Napoleon under the slogan "Save Throne and Altar."

During the last war, throne, altar and holiness were shelved and the armies of czar, king and mikado fought shoulder to shoulder with the crusaders from the "great Western democracy" to make "the world safe for democracy."

I don't know what the slogan will be when England, Germany and Russia bounce upon cocky little France. However, there ought to be some kind of a slogan expressing the angelic morality of the next butchery, and nothing having been offered yet in that line, I suggest: "Make war safe from violence." — Illinois Miner.

LABOR PARTY CONVENTION

During last Friday, Saturday and Sunday, the Labor Party of Canada, Ontario section held their annual convention in London, Ont. and there was a good number of delegates there from all parts. Many important subjects of local interest chiefly were discussed such as the Provincial Fair Wage Clause.

The officers elected for the ensuing year included President Harry Kirwan, Toronto; Vice-President, Mrs. E. McGregor, Hamilton; James Simpson, Toronto, secretary. The convention city chosen for next year was Hamilton, Ont., no date having been fixed.

OFFICERS ELECTED

From Ottawa it is learned that W. G. MacPherson of Winnipeg was elected chairman of the Canadian Federation of Postal Employees at the annual meeting of that body there yesterday. R. S. Bartlett, of Toronto, and G. King, of Ottawa, are vice-chairmen for this year, and J. E. Archer, Hamilton, secretary.

BRITISH LABOR IS ACTIVE

Last Saturday a cablegram was sent to President Harding of United States signed by 89 labor and co-operative members of the British Parliament as follows: "America with Britain unwittingly made France's present destructive policy possible. We appeal for American co-operation today as the one hope of saving Europe."

Among those who have signed the message are A. Henderson, G. Lansbury, R. E. Baxton and John Hodge.

It would look as if they were venturing on dangerous ground.

Four German girls in Coblenz want to marry one of the American soldiers who have been ordered home. Let all the girls come over, cautiously remarks the Hamilton Herald. With the aid of the divorce courts we will be able to accommodate all four of them in reasonable time.



During a trip across Canada last summer, members of the Montreal Board of Trade gained many new and striking impressions of their own country. They expressed varying views on these; discussed, criticized, or commended them. These exchanges began to crystallize into a dominant but unspoken thought in every heart. Finally it was given voice in the words: "There is no East, and no West: THERE IS JUST CANADA."

Most potent of all the factors in awakening Canadians to the truth about their own country has been the railway. Its slender ropes of steel are everywhere harbingers of still greater days to come. Crossing the wide-sung prairies, spanning rivers, passing by means of tunnels, through the mountains that barred the progress of man in days gone by, or wandering through the meadows and orchards of the earlier settled portions of the country, they are a visible embodiment of the sentiment, "There is no East, and no West: THERE IS JUST CANADA."

The railway has made it possible for increasing thousands of Canadians to widen their education by travel in their own country. And their own Canadian National Railways has played an amazing part in this education of its owners. Since its humble beginnings in Confederation days, it has expanded into the greatest railway system on this continent. Its contribution to the development of Canada in the past was incalculable; its part in the progress of the future cannot be measured by the mind of man. More than anything else in the Dominion to-day it emphasizes the truth of the words "There is no East, and no West: THERE IS JUST CANADA."

Good Work

In the printing industry there are a great many factors that enter into what is known as a "good job." Everyone, whether it be a business or a labor man, that has printing done wants artistic, careful work—honest work at a reasonable price.

The labor organization wants strict labor conditions in the shop that does its work besides insisting upon good work at the right price.

The Labor World is printed in its own plant owned by The Mercantile Printing in a strictly union shop.

Good work at reasonable prices is our slogan. Keep it busy. Every job counts.

GIVE US YOUR NEXT JOB

Mercantile Printing

GUS. FRANCO, Proprietor.

PUBLISHERS OF THE LABOR WORLD

9 & 11 St. Paul St. West Montreal

The Montreal Trades & Labor Council

In favor of the abolition of capital punishment. — Pronounces itself for collective bargaining through amalgamation, federation or allied trade councils. — Special tax to be imposed upon employers combing rural districts to get workers. — Are some aldermen trying to break up municipal employees' unions?

Some very brilliant speeches were heard at the last regular meeting of the Montreal Trades and Labor Council held Thursday evening, President Foster in the chair. Four different and important subjects were up for discussion. These included, 1st the abolition of capital punishment; 2nd industrial unionism vs Amalgamation; and the 3rd, the imposition of a special tax on employers who hire help from the outside when there is plenty available in the city; the 4th subject dealt with Police union.

The first three subjects evolved from a report of the Executive Committee and the last through a letter submitted from the Policemen's Federal Union.

Those who spoke in favor of the abolition of capital punishment were President Foster, Delegates Schubert, Dupont and Robertson, and against, Delegates R. Lynch, and M. Olive.

The discussion ensuing was brought about by the request of Div. 82 of the International Machinists' Union, that the Council should declare itself in favor of Industrial Unionism through amalgamation of the now existing craft unions, and the request of Railroad Unions asking the Council to favor the amalgamation of the sixteen standard railroad unions, into one organization covering the entire railroad industry.

The Executive Committee recommended the following substitute: "Realizing that a greater amount of welfare and working agreements more favorable to the worker would be the result of a better understanding, and of more unity and co-operation between the different crafts forming a given industry, the committee recommends: That in the opinion of this Council it would be to the advantage of all parties interested in the different crafts forming one industry were more closely united in their efforts to obtain collective bargaining, be it through amalgamation, federation or allied trades council, as the wish of the workers interested or the needs of a particular industry would make it advisable."

Del. Spence of the Machinists' Union felt rather disappointed in not having the Executive Committee take a clear cut policy for or against Industrial Unionism and he claimed that the substitute was nothing more or less than a diplomatic move, out of which you might take anything you liked, and was an evasion of the issue.

Del. Gus. Franque, on behalf of the Executive, stated that owing to the fact that the Trades Council was only a legislative body, it had no power to dictate to affiliated unions, through their own internal policy and cannot pronounce on the rank and file, or the form of organization they shall adopt, the Executive Committee regretted that through the lack of co-operation, the working class did not get what it was entitled because of lack of collective bargaining? This could be obtained through amalgamation, federation, or joint councils thus presenting the much desired solid front of unity in all labor negotiations. With great fervor Mr. Franque went on to say that nothing could ever be gained by coercion. Persuasion or propaganda coupled with education would embody the beacons of hope through which the workers would become progressively organized.

Those who spoke on the resolution included Delegates Dupont, Schubert, Robertson, Foucher, Goddard, Massé, Aréand and Dixon. Some endorsed fully the resolution of the Executive; others claiming that the report did not go far enough, but all speakers agreed that a good result could be obtained by amalgamation.

President Foster defending the report, pointed out that the Trades Council could not go any farther without rousing a feeling that it was seeking to dictate to unions, and thereby interfering with their autonomy. It was the most advanced report which had come from the Executive in many years.

The resolution of the Executive Committee was carried by an overwhelming majority, only five dissenting. The Executive presented a communication from the Carpenters and Joiners' Unions to the effect that there had been a notable influx of country workers to the city accentuating the unfairness of certain employers who made a practice of hiring these country workers who accepted smaller wages than the city workers. It was suggested that a special tax be imposed upon these employers who are combing the rural districts to get workers, while at their very doors are many number of people who should get the chance to work.

The adoption of the suggestion was recommended by the committee, and the Council adopted it with only a few dissenting votes.

The matter of the Policemen's Union included a request for support from the Council to thwart the alleged attempts to destroy it. The Union, in a letter, requested that the Council extend its support by writing a letter to every member of the City Council asking for a definite pronouncement as to its stand regarding the civic employees unions. Each trades union in the city is being asked also to do similarly.

Del. Bouchard of the Policemen's Union related the recent happenings re the resignation of certain officers from the union, etc. It was fully believed that certain aldermen were striving to destroy the police as well as other municipal unions. The whole matter was referred to the Executive, with power to act.

The newly elected officers were duly installed by ex-Secretary Alphons Mathien, who having declined nomination for the office had been replaced by Del. Gus. Franque.

The newly elected officers were duly installed by ex-Secretary Alphons Mathien, who having declined nomination for the office had been replaced by Del. Gus. Franque.

The newly elected officers were duly installed by ex-Secretary Alphons Mathien, who having declined nomination for the office had been replaced by Del. Gus. Franque.

The newly elected officers were duly installed by ex-Secretary Alphons Mathien, who having declined nomination for the office had been replaced by Del. Gus. Franque.

The newly elected officers were duly installed by ex-Secretary Alphons Mathien, who having declined nomination for the office had been replaced by Del. Gus. Franque.

"PAGAN LOVE" AND LABOR

J. Murray Gibbon's latest novel under close criticism from "Canadian Rail Road."

The description of conditions among the foreign born in the United States in John Murray Gibbon's new novel "Pagan Love" is exciting considerable comment in labor circles. The "Canadian Rail Road" for Christmas has a severe criticism on what it calls 'a gross caricature of American labor'. On the other hand, Secretary James J. Davis of the United States Department of Labor, considers the book strictly on its merits as a work of fiction. He writes, "I had heard that this book is an exposure of secret methods that business men might use in stifling the labor movement. But I find in it a romance with no deeper purpose than to intrigue and amaze readers, and the climax is so romantically amazing that a reader would remember this as nothing else about the book."

The "Canadian Rail Road" reviewed the book as follows: "While good fiction may be generally described as a narrative of something that never has happened but that might plausibly happen and as such makes entertaining and interesting reading, it must not necessarily be inferred that because fiction does not fulfil these latter objectives that it is to be classed as bad fiction. Between good and bad fiction, however, there is another class which for want of a better word might be called provocative fiction. In literary treatment and style it may leave nothing to be desired. The delineations of the characters may be most convincing, but if the plot is of such a character that it makes one question whether the author knows what he is talking about, the exasperation experienced in perusing an other-wise well put together story is such that some at least of its readers may be tempted to throw the book out of the window.

"A good fiction writer may be forgiven if once in a while he does disappoint. He may and often is forgiven for lapses both as regards technique and treatment of narrative from his or her usual standard, but it would seem as though there should be an exceptionally hot place in any Literary Hereafter for a writer who seeks through a fiction story to convey to those whom he expects to be his readers highly questionable impressions of a class or community who because they earn their bread by the sweat of their brow are regarded as not being in a position to criticize what is said about them.

"Who, for instance—even one with the most elementary knowledge of Canadian labor and all that would imply—could or would believe that the average man, native or foreign, who works in a factory for his daily bread is perpetually dissatisfied and forever holding animosity against his employer to the extent that he has to be watched, not only at but away from his labors, for fear that he may in the desire to stir up trouble with which he is credited endeavor to stir up strife among his fellow-workers? It is true that "Pagan Love", the novel which has excited these remarks, professes to deal with American labor conditions, but is there such a difference between Canadian and American labor? and are not the industrial conditions in the two countries much alike? Furthermore, by what stretch of imagination could one believe that, with labor organized as it is to-day, a foreign-born employer, and of all impossible places in America, where the organization of labor is second in importance and strength only to that of the established Government, could dominate thousands of workers, create dissatisfaction among them, induce them to strike and then break the strike with his hired spotters, and by the aid of his foreign-language newspapers and house-organs, which have no influence whatever upon the labor end of the trades they represent, make millions in the process?

With regard to trade papers as an instrument for controlling the activities of factory employees, anyone with the slightest knowledge of trade papers, their field and what they stand for, must know that such would be impracticable. The publisher of a trade paper who attempted to interfere with the interior administration of the workers of an employer in whose trade he was vitally interested from the viewpoint of advertising—would soon go under.

"This is surely a gross caricature of American labor, yet this is what is taken as the foundation upon which Mr. John Murray Gibbon, the well-known Canadian author, has built his latest novel, "Pagan Love."

Neruda, a mysterious individual of Czech-Slovak origin, who is saved from drowning by a would-be suicide, is the millionaire owner of a publishing house in New York City. The organization controlled by Neruda is the acme of efficiency. Its business is the publication of foreign-language newspapers through which are stirred up troubles among the foreign element in American factories. On the other hand, the publishing house of Neruda produces a number of trade papers and house-organs or employees' magazines which are designed "to promote loyalty to the firm and satisfaction with low wages" among the employees of different factories with which Neruda

deals. The man who has rescued this millionaire from drowning is eventually made editor of all these publications. He falls in love with a stenographer of his employer's who is "fired" because she knows too much. Eventually, however, it transpires that Neruda is a woman masquerading as a man and as such has dealt with thugs, gunmen and alleged labor spies ignorant of her true sex.

"There can be no denying that the love-plot of the story has been well conceived and well handled. But after reading the story one is led to believe that nine-tenths of America's working men are of foreign extraction; that the other tenth are hard-hearted Americans afraid of their lives and living in subjection to an individual who can practise the most unscrupulous kind of blackmail un-molested and unafraid.

Massed Selling by Long Distance

Right now, all over Canada, salesmen are making appointments with customers in distant cities, forestalling competition and getting the orders on the books.

At no time in history has it been more important to the business man to be in many places in one day. The more places he can be in, the more goods he will sell.

No man can be in two places at once except he use Long Distance.

In many cases the line that separates the efficient from the inefficient is the thin copper line of Long Distance.

Multiply your contacts—Long Distance does it!

Every Bell Telephone is a Long Distance Station

Long Distance does it!

Long Distance does it!

Long Distance does it!

HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

Le Monde Ouvrier-The Labor World

Member of the International Labor Press

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

THE NATURAL LAW OF CO-OPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policies of cordial relationship between Employer and Employee.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to Labor and have shown their sympathy in a practical way.



The West daily train service to

Fort William, Winnipeg, Brandon, Regina, Moose Jaw, Saskatoon, Medicine Hat, Calgary, Edmonton, Vancouver and all intermediate points.

Standard Transcontinental Train Equipment throughout, including latest type Tourist Sleeping Cars

THE "IMPERIAL" Leaves Montreal (Windsor Station) 10:15 p.m. Daily.

Canadian Pacific

Montreal ticket offices—141-145 St. James St., Tel. Main 8125, or at Windsor, Place Viger, Westmount, Montreal West and Mile End stations.

You Can Cure Your Rupture

Capt. Collings Will Send You Free His Plan by Which He Cured Himself.

Thousands of ruptured men and women will rejoice to know that Capt. Collings' plan will send free to all the full plan by which he cured himself at home.

Simply send your name and address to Capt. W. A. Collings, Inc., Box 3224, Waretown, N. Y. It won't cost you a cent, and may be worth a fortune. Hundreds have already cured themselves by just this free information.



For SORE THROAT COLD IN CHEST etc.

Chas. F. Tilton, Fairville, N.B. writes: "I wish to inform you that we consider your MINARD'S LINIMENT a very superior article, and we use it as a sure relief for sore throat and chest. I would not be without it if the price was one dollar a bottle."

MINARD'S LINIMENT

Yarmouth, N.S.

DEMANDEZ ASK FOR LA BIÈRE POPULAIRE THE POPULAR BEER

MOLSON

Brassée à Montréal depuis 137 ANS Brewed in Montreal since 137 YEARS

Everything in RUBBER

The emblem of quality and fair dealing

Made in Canada

RUBBER, FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRIES

THEATRE ALLEN

St. Catherine W., Opposite Victoria St. Le plus beau théâtre de la ville

Pola Negri dans "FOL AMOUR"

Titres en français et en anglais

HIS MAJESTY'S THEATRE

Pauline Frederick herself in "THE GUILTY ONE" gripping dramatic play

Prices Eve's: 50c to \$2.50 Wed. and Sat. Mat.: 50c to \$2.00

BURLESQUE GAYETY

HIGH CLASS SHOWS

MATINEE EVERY DAY

PRINCESS THEATRE

HOME OF HIGH CLASS VAUDEVILLE

Always the best show in town. — UNION right through.

IMPERIAL THEATRE

Keith's high class vaudeville and pictures of the usual high class. NO CHANGE IN PRICES

Always Something Good at

LOEW'S

The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Bldg., 83 Craig Street West

BRANCHES: 605 St. Catherine East, 450 St. Catherine East, 2575 St. Catherine East, 1507 Papineau Avenue, 838 St. Denis, 1945 Park Avenue, 5622 Sherbrooke St. W.

HALLS TO LET

For Labor Meetings

Apply to JOS. LAURIER 415, Ontario East

Tel. Melrose 1706J. Tel. East 3578

Canada Steamships Limited

are REAL friends of Labor employing a small army of workers from

"NIAGARA TO THE SEA"

Head Office: MONTREAL

HOWARD SMITH PAPER MILLS Limited

Makers in Canada of High Grade Papers

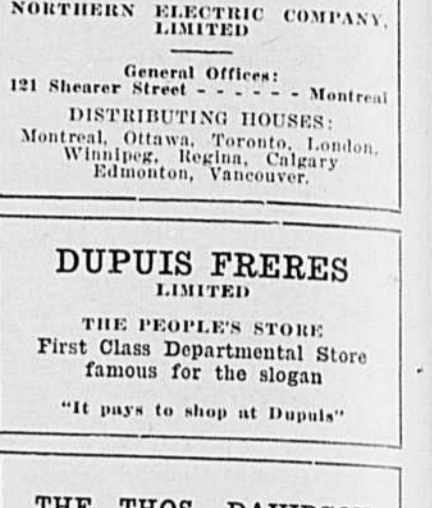
Head Office: 138 McGill Street MONTREAL

E. B. EDDY COMPANY LIMITED

HULL, Que. Montreal Branch: 70 ST. PETER STREET HENRY E. BELL, Manager

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER



NORTHERN ELECTRIC COMPANY, LIMITED

General Offices: 121 Shearer Street — Montreal

DISTRIBUTING HOUSES: Montreal, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver.

DUPUIS FRERES LIMITED

THE PEOPLES STORE First Class Departmental Store famous for the slogan "It pays to shop at Dupuis"

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

MONTREAL Canada TORONTO WINNIPEG

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

SAULT STE. MARIE, CANADA Cable Address "Algoeste" Code used WESTERN UNION

NOVA SCOTIA STEEL & COAL CO., LIMITED

Head Office and Works: NEW GLASGOW, N.S. Sales Offices: Windsor Hotel and at 43 St. Sacrament St. MONTREAL

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

General Contractors 701 Transportation Bldg., Montreal William Lyall, Pres. & Man. Director

LAPORTE, MARTIN LIMITEE

EPICIERS EN GROS 584 rue Saint-Paul Ouest Tel. Main 3766 MONTREAL

THEATRE ALLEN

St. Catherine W., Opposite Victoria St. Le plus beau théâtre de la ville

Pola Negri dans "FOL AMOUR"

Titres en français et en anglais

HIS MAJESTY'S THEATRE

Pauline Frederick herself in "THE GUILTY ONE" gripping dramatic play

Prices Eve's: 50c to \$2.50 Wed. and Sat. Mat.: 50c to \$2.00

BURLESQUE GAYETY

HIGH CLASS SHOWS

MATINEE EVERY DAY

PRINCESS THEATRE

HOME OF HIGH CLASS VAUDEVILLE

Always the best show in town. — UNION right through.

IMPERIAL THEATRE

Keith's high class vaudeville and pictures of the usual high class. NO CHANGE IN PRICES

Always Something Good at

LOEW'S

The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER CONS.

Power Bldg., 83 Craig Street West

BRANCHES: 605 St. Catherine East, 450 St. Catherine East, 2575 St. Catherine East, 1507 Papineau Avenue, 838 St. Denis, 1945 Park Avenue, 5622 Sherbrooke St. W.

HALLS TO LET

For Labor Meetings

Apply to JOS. LAURIER 415, Ontario East

Tel. Melrose 1706J. Tel. East 3578

Canada Steamships Limited

are REAL friends of Labor employing a small army of workers from

"NIAGARA TO THE SEA"

Head Office: MONTREAL

HOWARD SMITH PAPER MILLS Limited

Makers in Canada of High Grade Papers

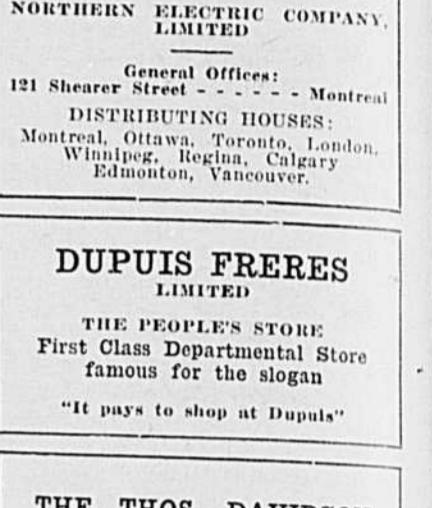
Head Office: 138 McGill Street MONTREAL

E. B. EDDY COMPANY LIMITED

HULL, Que. Montreal Branch: 70 ST. PETER STREET HENRY E. BELL, Manager

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA, LIMITED

MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER



NORTHERN ELECTRIC COMPANY, LIMITED

General Offices: 121 Shearer Street — Montreal

DISTRIBUTING HOUSES: Montreal, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Calgary, Edmonton, Vancouver.

DUPUIS FRERES LIMITED

THE PEOPLES STORE First Class Departmental Store famous for the slogan "It pays to shop at Dupuis"

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co., Limited

MONTREAL Canada TORONTO WINNIPEG

ALGOMA STEEL CORPORATION Limited

SAULT STE. MARIE, CANADA Cable Address "Algoeste" Code used WESTERN UNION

NOVA SCOTIA STEEL & COAL CO., LIMITED

Head Office and Works: NEW GLASGOW, N.S. Sales Offices: Windsor Hotel and at 43 St. Sacrament St. MONTREAL

P. LYALL & SONS CONSTRUCTION CO., LIMITED

General Contractors 701 Transportation Bldg., Montreal William Lyall, Pres. & Man. Director

LAPORTE, MARTIN LIMITEE

EPICIERS EN GROS 584 rue Saint-Paul Ouest Tel. Main 3766 MONTREAL